

Rwanda

# Kigali et Butare aux mains du FPR

**Le Front patriotique est entré hier dans le centre de la capitale. Il s'est également emparé de Butare dans le Sud. L'armée française, présente à une trentaine de kilomètres de là, menace : « Si le FPR vient, nous tirerons sans hésitation. »**

LES combattants du Front patriotique rwandais sont entrés, hier, dans le centre de Kigali et ont pris Butare, deuxième ville du pays, selon les envoyés spéciaux de l'AFP. De source militaire française, on se montre moins catégorique, mais on confirme que « des éléments du FPR contrôlent des points de la route qui mène de Butare à la frontière avec le Zaïre. Il y a une semaine, le FPR était à l'est de Butare, il est aujourd'hui à l'ouest ».

Ces conditionnels des communiqués militaires français étaient démentis en cours de journée. L'AFP confirmait le contrôle de la ville de Butare par les troupes du FPR, précisant que plusieurs centaines de soldats du Front sont entrés dans la ville au petit matin. Leur entrée avait été précédée, depuis la veille, de violents échanges de tirs.

En fin de matinée, la ville était calme, a constaté l'envoyé spécial qui a qualifié de « décontractée » l'attitude des soldats du FPR qui poursuivaient



Soldat français escortant des miliciens. Il ne faut pas confondre la protection des civils avec celle des massacreurs.

cependant, en début d'après-midi, des opérations à la recherche de tireurs isolés retranchés dans des maisons.

Une confirmation identique était donnée un peu plus tard concernant la capitale. « Il y a encore quelques poches de résistance avec surtout des miliciens, mais pour l'essentiel nous tenons la ville », a déclaré à la presse un officier du FPR. Les principales positions que les FAR (Forces armées rwandaises) tenaient encore dans la ville — le camp de la gendarmerie et le camp de la garde présiden-

tielle — avaient été abandonnées dans les heures précédentes. « Je suis si heureux, j'ai rêvé pendant tellement longtemps de marcher dans les rues de Kigali », s'est exclamé le colonel FPR Frank Mugambe, alors qu'il faisait visiter l'ancien bastion des forces gouvernementales à un groupe de journalistes.

Les centaines de réfugiés qui, depuis trois mois, vivaient reclus dans l'église de la Sainte-Famille, au centre de la capitale, ont su dès dimanche soir que « c'était la fin ». Hier matin, ils étaient dehors, ovation-

nant les combattants du Front patriotique. « En fin d'après-midi, on a entendu beaucoup de véhicules de l'armée gouvernementale. On se demandait ce qui se passait, en fait ils s'enfuyaient, mais on ne l'a appris que plus tard », a raconté Lin Hiyonzima, étudiant de vingt-six ans, qui a passé une dizaine de semaines dans l'église.

Quittant la zone de Butare, les soldats français se sont repliés sur Gikongoro, ville située à faible distance de là (une trentaine de kilomètres), à l'est de la forêt de Nyugwe. Ils ont reçu

l'ordre d'y rester et de stopper toute éventuelle avancée du FPR vers l'ouest. Le colonel Didier Thibaut, en position à Gikongoro, a reçu consigne du colonel Jacques Rosier, commandant de l'opération « Turquoise », « d'arrêter le mouvement des rebelles à Gikongoro et au-delà ». Une expression, « rebelles », que les événements sont en train de rendre caduque. Ce qu'exprimait à sa façon un officier FPR parlant depuis Kigali : « Les rebelles, maintenant, ce sont les autres. »

Cet ordre transforme la nature de l'intervention française telle qu'elle avait été présentée à l'origine. Ce n'est pas une surprise pour qui se souvient qu'entre 1990 et 1993, la dictature rwandaise n'a dû son salut qu'au soutien militaire accordé par Paris. Cette fois, l'Elysée et le Quai d'Orsay avaient pris la précaution d'insister sur le fait que l'intervention était une mission purement humanitaire et que toute confrontation avec le FPR serait évitée dans la mesure du possible. Comment concilier cela avec cette brutale déclaration du colonel Thibaut : « Si le FPR vient à Gikongoro, nous tirerons sans hésitation. Nous avons les moyens de le faire et nous en aurons bientôt encore plus... »

Il faut souligner également une expression employée par Richard Duqué, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Dans sa bouche, le retrait des FAR de Kigali et leur défaite à Butare s'appellent une « dégradation de la situation ». Un aveu peut-être involontaire mais à coup sûr significatif des sympathies de Paris.

JEAN CHATAIN

François Léotard

## Une « force d'action rapide africaine »

LE gouvernement français s'est dit lundi déterminé à poursuivre l'opération humanitaire en cours au Rwanda, ajoutant que « la décision de créer une zone de sécurité humanitaire traduit bien notre volonté de nous adapter à la situation et à continuer de remplir la mission qui nous a été confiée par l'ONU (...). Nous prenons les dispositions nécessaires pour poursuivre notre mission et continuer de venir au secours des populations menacées », a ainsi affirmé Richard Duqué, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, ajoutant : « Il s'agit d'établir une zone dans laquelle nous veillerons à ce qu'aucune activité de groupes armés, de nature à porter atteinte aux populations menacées, ne puisse s'exercer. »

Quelle serait cette zone? Selon les premières informations

disponibles, elle irait du secteur de Kivumu et Kibuye au nord à la frontière burundaise au sud, de Gikongoro à l'est à la frontière zairoise à l'ouest. Soit une zone de la frontière rwandaise encore aux mains de la dictature. Autant dire que la première conséquence de cette initiative serait d'interrompre l'offensive en cours du FPR et de permettre la concentration des FAR (Forces armées rwandaises) sur l'autre moitié de la zone « gouvernementale », celle située plus au nord et axée sur la ville de Gisenyi. Deuxième remarque, le qualificatif « sécurité humanitaire » cadre mal avec un secteur où se sont accumulés les massacreurs de la milice reculant devant les combattants FPR. Tous les témoignages confirment que le règne de la machette n'y est pas terminé.

L'envoyé spécial du « Figaro » s'est récemment fait l'écho de cette anecdote atroce : des miliciens circulant en 4x4 ornées de drapeaux tricolores; des réfugiés tutsis sortent de la brousse, où ils s'étaient cachés, et font de grands signes; les miliciens stoppent et massacrent.

Que la France se retrouve isolée dans son aventure rwandaise, le ministre Léotard le confirme avec amertume dans un article au « Monde » : « L'Europe ne nous a pas suivis. L'Amérique est distante. L'Afrique sceptique... » Assurant que son gouvernement souhaitait une « présence militaire forte », François Léotard se prononce pour la création d'une « force d'action rapide africaine, multinationale, susceptible d'intervenir sur le continent, sous mandat de l'ONU et de l'OUA ». Avec cette précision aussitôt

ajoutée : « Nous savons bien que la création d'une telle force peut et doit être partagée entre l'Afrique et l'Europe. Et pour cette dernière avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie notamment. » François Léotard précise que cette force devrait se constituer « à partir du Corps européen et des forces sud-africaines ».

Puis François Léotard appelle à « un refus : celui de la période postcoloniale où chacune des puissances européennes a défendu en Afrique son influence (...). Nous devons faire aujourd'hui ensemble et différemment ce que pendant trente années nous avons fait séparément ». L'époque du néocolonialisme conduit par telle ou telle ancienne métropole serait donc révolue à ses yeux. Place à un néocolonialisme collectif... J. C.

## L'heure de vérité

Le drame rwandais est entré hier dans une nouvelle phase.

La débâcle de l'armée et des milices a pris un tour décisif avec la prise de Kigali et de Butare par le Front patriotique (FPR). Voici venue l'heure de vérité, où les autorités françaises se trouvent confrontées à leurs propres promesses, de limiter l'opération « Turquoise » à une mission humanitaire et de rester neutres dans le conflit opposant la dictature aux forces du FPR.

Or, la première réaction, sitôt connues les nouvelles en provenance de Kigali et de Butare fut l'ordre transmis aux militaires de tenir la ligne de front. On ne passe plus, sinon on tire, a dit en substance l'officier français commandant les forces stationnées à Gikongoro. Même si peu après, les responsables prenaient quelques précautions de langage pour dire que le message s'adressait à tous les « combattants », il est clair que seul le FPR était visé. C'est lui qui progresse militairement; de plus, la « zone de protection sûre », dont parle le gouvernement français, correspond à la région où se sont repliés les milices, coupables d'excès en tous genres. Faut-il rappeler que le gouvernement français a décidé d'intervenir, non au début des massacres perpétrés par l'armée rwandaise et les milices, mais lorsque celles-ci commencent à être bousculées par la progression du FPR?

Des centaines de milliers de réfugiés, Tutsis et Hutus, sont plongés dans une indicible situation de détresse. Qu'il faille obtenir des garanties pour protéger les civils lors de la poursuite de l'avancée du Front patriotique, c'est évident. Mais se servir de cet argument pour défendre les lignes de front de la dictature, serait-ce l'aveu que la France officielle n'a pas abandonné l'objectif de sauver la mise aux responsables du génocide dénoncés par l'ONU?

Si la France veut réellement agir pour la fin du drame, elle doit renoncer à toute ingérence — on voit où a mené le soutien constant de Paris à la dictature! — et ouvrir pour qu'une force internationale sous l'égide de l'OUA et de l'ONU assure la protection des populations civiles tant que la situation politico-militaire l'exigera. Jean-Paul Piérot